

The Houston Economic Summit

Houston, Texas
July 9-11, 1990



CANADA

Sommet économique de Houston

Houston (Texas)
du 9 au 11 juillet 1990

Le programme économique intérieur du Canada

En novembre 1984, le gouvernement a défini un plan global et structuré pour asseoir l'avenir économique du Canada sur des bases solides. Il s'est donné deux grands objectifs : assainir les finances publiques, en réduisant le déficit fédéral au point de l'éliminer un jour, et entreprendre des réformes structurelles afin d'améliorer l'efficacité et la compétitivité de l'économie.

Parmi ces réformes structurelles, mentionnons l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qui donne aux producteurs canadiens un accès garanti au marché le plus riche du monde, et dès lors améliore leur capacité concurrentielle à l'échelle mondiale.

Les secteurs de l'énergie et des transports ont été déréglementés. Le gouvernement a privatisé dix-huit sociétés d'État et il est en voie d'en privatiser quatre autres, dont Pétro-Canada. Il a apporté des modifications à l'assurance-chômage et mis en oeuvre une nouvelle stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, lui offrant de la formation et du recyclage dans les emplois d'avenir. Il a procédé à une réforme étendue de l'impôt sur les particuliers et de l'impôt sur les sociétés, et il est sur le point de remplacer la taxe sur les ventes des fabricants, devenue désuète, par la taxe sur les produits et services, une taxe moderne et efficace, semblable à celle qu'ont adoptée quarante-huit autres pays.

Ensemble, ces mesures augmenteront la capacité de l'économie canadienne à produire des biens et des services, ce qui créera plus d'emplois et haussera le niveau de vie de tous les Canadiens.

En plus de mettre en oeuvre des réformes économiques fondamentales, le gouvernement a réussi à réduire de façon nette et substantielle le déficit fédéral. En 1984, le gouvernement a dépensé pour ses programmes et services 16 milliards \$ de plus que ce qu'il avait recueilli en revenus et il a dû emprunter la différence.

Outre ce déficit de fonctionnement, les intérêts à payer sur la dette totalisaient 22 milliards \$. En additionnant ces sommes, le déficit global dépassait les 38 milliards \$.

Le gouvernement a donc restreint les dépenses relatives aux programmes et services. Les dépenses liées aux programmes, exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), ont été ramenées à leur niveau le plus bas depuis près de vingt ans. L'année dernière, le budget de fonctionnement du gouvernement a enregistré un excédent de 10 milliards \$, soit un revirement de 26 milliards \$ en cinq ans. Autrement dit, si ce n'était des intérêts de la dette, le gouvernement disposerait d'un excédent budgétaire.

Le remboursement des intérêts est de loin le poste le plus important du budget fédéral. L'année dernière, il a atteint plus de 40 milliards \$, ce qui représente 35 cents sur chaque dollar que le gouvernement perçoit, argent qui autrement pourrait servir à diminuer les impôts, améliorer les programmes sociaux et entreprendre de nouveaux projets. La diminution du déficit augmenterait considérablement sa marge de manoeuvre.

Le budget de février 1990 a établi pour les deux prochaines années un vaste programme visant à contrôler encore davantage les dépenses du gouvernement fédéral en matière de programmes et de services afin de poursuivre comme prévu la réduction du déficit. D'ici l'an prochain, le ratio de l'endettement par rapport au PIB se sera enfin stabilisé, c'est-à-dire que l'endettement ne progressera plus à un rythme plus rapide que l'économie. Par la suite, le Canada pourra réduire le fardeau de sa dette.

Actuellement, c'est l'inflation qui représente la plus grande menace pour la compétitivité du Canada et sa sécurité économique. Presque tous les indicateurs économiques révèlent que